

---

**ACCORD-CADRE 2024-0317**

**PRESTATIONS QUALIFIÉES D'AUDITS DE SÉCURITÉ DES SYSTÈMES  
D'INFORMATION (STANDARD/ PASSI RGS/ PASSI LPM)**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)**

---

Version	Date	Description
1	23/12/2024	Version initiale publiée

## SOMMAIRE

1.	OBJET DU MARCHÉ PUBLIC ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
1.1.	Objet	5
1.2.	Forme de l'accord-cadre	5
1.3.	Code CPV	5
1.4.	Langue d'exécution du marché public	5
1.5.	Montant de l'accord cadre	5
1.6.	Durée de l'accord cadre et modalités de reconduction	5
1.7.	Procédures de passation	6
2.	PIECES CONTRACTUELLES	6
3.	EXECUTION DU MARCHÉ PUBLIC	6
3.1.	Echanges préalables entre les parties en vue de l'émission du bon de commande par l'ANTS	6
3.2.	Modalités d'émission des bons de commande	7
3.3.	Règles d'émission des bons de commande	7
3.4.	Délais d'exécution des prestations à bons de commande	8
3.5.	Dérogation au principe d'exclusivité des Titulaires	8
3.6.	Obtention de l'accord préalable du (des) Titulaires	9
3.7.	Lieux d'exécution :	9
4.	MODIFICATIONS APPORTÉES AU COURS DE L'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	9
4.1.	Modifications relatives au(x) Titulaires	9
4.2.	Marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires	10
4.3.	Décision de poursuivre	10
5.	DEFAILLANCE DU TITULAIRE	10
6.	UTILISATION DES RESULTATS PAR L'ANTS	10
7.	OPERATION DE VERIFICATION ET ADMISSION DES SERVICES	11
8.	SOUS TRAITANCE	11
9.	PENALITES	11
9.1.	Pénalités de retard	11
9.2.	Pénalités pour mauvaise exécution	12
9.3.	Pénalités pour non-respect du niveau d'expérience d'un profil mentionné dans l'offre du Titulaire	12
9.4.	Pénalités pour non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé	12
10.	MODALITES D'EXECUTION FINANCIERE DU MARCHÉ PUBLIC	12
10.1.	Contenu du prix	12
10.2.	Forme et évolution des prix	13
10.3.	Clause butoir	13
10.4.	Avance	13
10.5.	Modalité de facturation et de règlement	13
11.	SUIVI D'EXECUTION DU MARCHÉ	15
11.1.	Réunion	15
11.2.	Relations entre les parties	15
11.3.	Confidentialité	15
12.	RESPONSABILITE - ASSURANCE	16
13.	RESILIATION DU MARCHÉ PUBLIC	16
13.1.	Résiliation pour motif d'intérêt général	16
13.2.	Résiliation aux torts du titulaire	17
13.3.	Exécution aux frais et risques	17
14.	LITIGES	17
15.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE	17

## **DÉFINITIONS – Au sens du présent document :**

**Admission :** décision, prise après vérifications, par laquelle l'acheteur reconnaît la conformité des prestations aux stipulations du marché. La décision d'admission vaut constatation de service fait et constitue le point de départ des délais de garantie.

**AE :** acte d'engagement ATTR1.

**Acheteur :** est le pouvoir adjudicateur (Cf. ci-dessous) qui conclut le marché avec le Titulaire.

**ANTS :** Agence nationale des titres sécurisés, établissement public de l'État placé sous la tutelle du Ministère de l'Intérieur et des Outre-mer. Egaleme nt appelé France Titres.

**Ajournement :** décision prise par l'acheteur qui estime que les prestations pourraient être admises moyennant des corrections à opérer par le Titulaire.

**CCTP :** cahier des clauses techniques particulières.

**CCAG :** cahier des clauses administratives générales.

**CCAP :** cahier des clauses administratives particulières.

**Comptable assignataire :** l'agent comptable de l'ANTS.

**Donnée à caractère personnel ou donnée personnelle :** toute information relative à une personne physique susceptible d'être identifiée, directement ou indirectement.

**Marché public :** accord-cadre.

**Notification :** est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé, par le biais d'un profil d'acheteur ou par tout autre moyen de communication électronique permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

**Pouvoir adjudicateur :** l'ANTS - Agence nationale des titres sécurisés (ANTS).

**Prestations :** désignent les prestations de services objets du marché public.

**Proposition :** offre technique et financière remise par le Titulaire en réponse à la consultation.

**Réfaction :** décision prise par l'acheteur de réduire le montant des prestations à verser au Titulaire, lorsque les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions du marché, mais qu'elles peuvent être admises en l'état.

**Rejet :** décision prise par l'acheteur qui estime que les prestations ne peuvent être admises, même après ajournement ou avec réfaction.

**Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) :** la Directrice générale de l'ANTS ou toute personne habilitée en vertu des délégations en vigueur.

**Résultats :** résultats des prestations de services objets du marché public faisant l'objet d'un droit de propriété intellectuelle.

**Services :** prestations de services objets du présent accord-cadre.

**Sous-traitant (au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du Code de la commande publique) :** personne physique ou morale exécutant certaines parties du marché public autorisées à être sous-traitées, ayant été acceptée et ayant obtenu l'agrément de ses conditions de paiement.

**Titulaire(s) :** opérateur(s) économique(s) qui conclut le marché avec l'acheteur. En cas de groupement d'opérateurs économiques, le « Titulaire » désigne le groupement représenté par son mandataire. Il s'agit également du soumissionnaire auquel le pouvoir adjudicateur notifie l'accord-cadre, le bon de commande ou le marché subséquent. En cas d'accord-cadre multi-attributaires, désigne l'ensemble des attributaires de l'accord-cadre.

## 1. OBJET DU MARCHE PUBLIC ET DISPOSITIONS GENERALES

### 1.1. Objet

Le présent marché public a pour objet la réalisation des prestations qualifiées d'audits de sécurité des systèmes d'information (Standard/ PASSI RGS/ PASSI LPM).

### 1.2. Forme de l'accord-cadre

Le présent marché public est un accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande.

Il comprend les Services décrits à l'article 1.3 du CCTP.

Les Services de l'accord cadre sont traités à prix unitaires.

Conformément aux articles R. 2162-2 alinéa 2, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique, l'exécution des Services traités à bons de commande se réalise au fur et à mesure de l'émission des bons de commande. Les bons de commande émis sont passés dans les conditions prévues à l'article 3.2 du présent CCAP.

En application de l'article R.2162-4 2° du code de la commande publique, le marché public est conclu sans montant minimum mais avec un montant maximum défini en valeur sur la durée totale de validité du marché public, soit quatre années.

Le montant maximum est indiqué ci-dessous :

Minimum sur la durée totale	Maximum sur la durée totale
Sans montant minimum	5 000 000 Euros HT

Le Titulaire du marché est engagé à concurrence de la valeur maximale indiquée ci-dessus. L'accord-cadre est multi-attributaires au nombre de attributaires maximum.

### 1.3. Code CPV

Code CPV	Intitulé
72810000	Services d'audit informatique

### 1.4. Langue d'exécution du marché public

La langue dans laquelle est exécuté le marché public est le français, tant pour les échanges verbaux que pour les communications écrites.

S'ils ne sont pas rédigés en français, les documents du marché public sont accompagnés d'une traduction en français.

### 1.5. Montant de l'accord cadre

L'accord-cadre ne comporte pas de montant minimum.

L'accord-cadre comporte un montant maximum fixé à 5 000 000 € HT. Ce montant s'entend pour la totalité de la durée de validité de l'accord-cadre, toutes reconductions incluses.

### 1.6. Durée de l'accord cadre et modalités de reconduction

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de deux (2) ans à compter de sa date de notification. Il peut être reconduit deux (2) fois, par période d'un (1) an sans que sa durée n'excède quatre (4) ans.

A l'issue de la période initiale de deux années, l'accord-cadre est reconductible tacitement deux fois pour une nouvelle période de douze mois, sans que sa durée totale puisse excéder quarante-huit mois.

Le RPA informe par écrit le Titulaire de son intention de ne pas reconduire le marché public. Dans cette hypothèse, le RPA en informe le Titulaire par courrier avec accusé de réception au plus tard un mois avant l'échéance du marché public.

Sans préjudice de l'article R. 2162-5 du code de la commande publique, les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de la période de validité de l'accord-cadre, quelle que soit la durée d'exécution des prestations commandées, sans que celle-ci ne puisse excéder de plus de six (6) mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

La date-limite d'exécution des bons de commande définie ci-dessus correspond à la date de fin d'exécution des prestations et de début des opérations de vérification des prestations telles que décrites à l'article 6.4 du présent CCAP.

### **1.7. Procédures de passation**

L'accord-cadre est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert définie par les articles L.2124-2, R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 et R.2161-4 du code de la commande publique.

## **2. PIECES CONTRACTUELLES**

Le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre d'importance décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- Le présent CCAP et ses annexes ;
- Le CCTP et ses annexes ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés des techniques de l'information et de la communication (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en vigueur à la date de notification du présent marché public;
- La Proposition technique du Titulaire.

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG PI, le présent CCAP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG PI.

Hormis le CCAG PI applicable, l'exemplaire original des pièces énumérées ci-dessus, conservé par le RPA, fait seul foi. Le Titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG PI applicable bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent CCAP.

Toute clause des conditions générales de vente/de services du Titulaire contraire aux dispositions des CCAP et CCTP est réputée non écrite.

De façon générale, aucune réserve ou condition qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre puis durant l'exécution du marché public ne sera admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du marché public désignées au présent article.

## **3. EXECUTION DU MARCHE PUBLIC**

### **3.1. Echanges préalables entre les parties en vue de l'émission du bon de commande par l'ANTS**

#### Etape 1 :

L'ANTS précise les prestations qui seront commandées au travers d'un mail adressé à ses points de contact identifiés précisant le périmètre concerné et le calendrier attendu.

#### Etape 2 :

Un échange de chiffrage pour déterminer la complexité de la prestation permet au titulaire de rang 1 de transmettre un devis, sous 5 jours ouvrés, et de fixer les dates de réalisation des prestations.

#### Etape 3 (si nécessaire) : Ajout de précisions supplémentaires

L'ANTS peut demander au titulaire un échange afin de se faire préciser certains aspects des modalités de réalisation des prestations. Le titulaire fait participer les interlocuteurs prévus pour réaliser les prestations si l'ANTS le demande.

Lorsque l'ANTS estime que les modalités de réalisation proposées ne répondent pas au besoin exprimé, le titulaire dispose de 2 jours ouvrés pour émettre une proposition mise à jour.

#### Etape 4 :

A réception du devis du titulaire de rang 1, si celui-ci n'est pas en mesure de respecter le délai de mise en œuvre des Services sur lequel il s'est engagé dans son offre et/ou ne dispose pas des profils exigés pour la réalisation des Services, l'ANTS dispose de la possibilité de recourir au titulaire de rang 2, puis au titulaire de rang 3, en cas de défaillance du titulaire de rang 2.

Le recours au(x) titulaire(s) d'un rang inférieur ne donne pas lieu au versement d'indemnités par l'ANTS au bénéfice du (des) titulaire(s) de rang supérieur.

Les modalités d'émission des bons de commande sont précisées à l'article 3.2 *infra*.

Le Titulaire s'engage à être en mesure de démarrer les Services dans le délai renseigné dans son offre ; le délai commence à courir à compter de la date de réception, par le Titulaire, du bon de commande émis par l'ANTS.

#### Etape 5 : Démarrage des Services

Le Titulaire est engagé par le calendrier établi pour la réalisation des Services.

Le non-respect du calendrier établi pour la réalisation des Services peut donner lieu, en cas de manquement imputable au Titulaire, à l'application des pénalités prévues au présent CCAP.

### **3.2. Modalités d'émission des bons de commande**

En complément des clauses prévues au CCTP, le marché public s'exécute par l'émission de bons de commande émis par L'ANTS et transmis au Titulaire par tout moyen permettant de leur donner date de réception certaine.

Le bon de commande est émis sur la base du devis transmis par le Titulaire en application de l'article 3.1 *supra* et de la règle d'attribution des bons de commande précisée à l'article 3.3 *infra*.

Les bons de commande sont émis à tout moment, à compter de la date de notification du marché public. Ils indiquent :

- Le numéro du présent marché public ;
- le numéro de l'engagement juridique ;
- La durée de validité du bon de commande ;
- La durée d'exécution des Services objets du bon de commande ;
- La désignation du ou des Services concernés ;
- Les phases et le détail des prestations (tâches à exécuter, et livrables attendus notamment) ;
- Les quantités si une précision s'impose ;
- Le cas échéant, la désignation de l'unité d'œuvre (UO) et le niveau de complexité associé ;
- Le montant HT et TTC du (des) Service(s) conformément à la tarification fixée à l'annexe financière à l'acte d'engagement ;
- Le(s) lieu(x) et délai(s) d'exécution ;
- Les modalités particulières d'exécution des Services ;
- Le cas échéant, les opérations de vérification particulières des Services ;
- Toute autre information utile à la commande.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG- PI, lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'ANTS dans un délai de cinq jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion. Le Titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

### **3.3. Règles d'émission des bons de commande**

La méthode d'attribution des bons de commande est la suivante : méthode dite « en cascade » qui consiste à faire appel en priorité au Titulaire de rang 1.

L'ANTS contacte le Titulaire de rang 1 en priorité ; puis, dans les cas listés ci-après, aux titulaires des rangs inférieurs.

Les cas listés ci-dessous constituent des cas de défaillance du titulaire sollicité et permettant à l'ANTS de recourir au titulaire de rang inférieur.

#### **3.3.1. Cas d'audit planifié**

Dans l'hypothèse où le titulaire de rang supérieur n'est pas en mesure, lors d'un audit planifié, :

- de réaliser les Services dans les délais renseignés dans son offre, cf. l'onglet « Délais » de l'annexe de AE ;
- et/ou de proposer des profils répondant aux exigences formulées par l'ANTS ;

l'ANTS s'adresse au titulaire de rang inférieur.

#### **3.3.2. Cas d'un audit non planifié**

Dans l'hypothèse où le titulaire de rang supérieur n'est pas en mesure, lors d'un audit non planifié organisé suite à un incident, :

- de réaliser les Services dans le délai communiqué par l'ANTS ;
- et/ou de proposer des profils répondant aux exigences formulées par l'ANTS ;

l'ANTS s'adresse au titulaire de rang inférieur.

#### **3.3.3. Défaillance de l'ensemble des Titulaires de l'accord-cadre**

En cas de défaillance de la totalité des titulaires de l'accord-cadre, l'ANTS met en œuvre les stipulations prévues à l'article 5 du présent CCAP.

### **3.4. Délais d'exécution des prestations à bons de commande**

Les délais d'exécution sont fixés conformément aux engagements contractuels. À défaut, les délais d'exécution des Services sont ceux indiqués dans les bons de commande notifiés au Titulaire.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre avec un délai maximum d'exécution des prestations de six mois après la date de fin de validité de l'accord-cadre.

Le contenu des bons de commande est impératif.

Les délais maximaux d'exécution des Services sont précisés à l'article 3.4 du CCTP, et sont précisés, le cas échéant, dans l'offre du Titulaire (annexe financière à l'AE, onglet « Délais »).

Ces délais correspondent à la date de la présentation des livrables à l'ANTS, en vue de l'enclenchement des opérations de vérification par l'ANTS.

### **3.5. Dérogation au principe d'exclusivité des Titulaires**

#### **3.5.1. Hypothèse générale de dérogation**

L'ANTS se réserve la possibilité de déroger au principe d'exclusivité dont bénéficie le(s) Titulaire(s) du fait du présent accord cadre. Cette possibilité est mise en œuvre par l'ANTS après avoir obtenu l'accord du (des) Titulaire(s) concerné(s).

Le montant total des dépenses réalisées en dérogation au principe d'exclusivité du Titulaire ne peut dépasser 1% du montant maximum de l'accord-cadre, à l'exception des dépenses réalisées dans les hypothèses prévues aux articles 3.5.2. *infra*.

Les achats réalisés en application du présent article par l'ANTS sont réalisés dans le respect des règles de publicité et de mise en concurrence prévues par le code de la commande publique.



### 3.5.2. Hypothèse particulière de dérogation

Du fait d'une situation de conflit d'intérêt avérée, l'ANTS se réserve la possibilité de déroger au principe d'exclusivité dont bénéficie le(s) Titulaire(s) du fait du présent accord-cadre, sans l'accord du (des) Titulaire(s) et sans limite de montant en cas de situation de conflit d'intérêt avérée du (des) Titulaire(s).

### 3.6. Obtention de l'accord préalable du (des) Titulaires

Lorsque l'ANTS met en œuvre les clauses prévues par l'article 3.5.1 *supra*, elle sollicite l'accord du (des) Titulaire(s) par tout moyen. Le(s) Titulaire(s) dispose(nt) d'un délai de trois jours ouvrés pour transmettre leur décision à L'ANTS.

En cas de désaccord du (des) Titulaire(s), celui-ci expose les raisons de son désaccord. Seuls des motifs d'intérêt général peuvent permettre à l'ANTS de passer outre le désaccord du (des) Titulaire(s).

### 3.7. Lieux d'exécution :

Sauf stipulation contraire dans les pièces du marché public, les équipes du Titulaire dédiées à l'exécution des Services réalisent les Services dans les locaux prévus à cet effet par l'antenne parisienne de l'ANTS située, à la date de conclusion du présent accord-cadre, à Paris (Immeuble Olympie – 101 rue de Tolbiac – 75013).

La localisation de ce site peut évoluer en cours d'exécution de l'accord-cadre sans que le Titulaire puisse prétendre à une modification du prix des Services tels qu'indiqués dans l'annexe financière à l'AE (Bordereau des prix).

Les Services sont également réalisés :

- dans les établissements du Titulaire, ou de ses éventuels sous-traitants ;
- dans d'autres locaux désignés par l'ANTS.

## 4. MODIFICATIONS APPORTEES AU COURS DE L'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

### 4.1. Modifications relatives au(x) Titulaires

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le RPA par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable du RPA. De même, le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du RPA.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer le RPA dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du tribunal de commerce territorialement compétent ;
- Une copie de l'annonce légale ;
- Les attestations fiscales ;
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger ;
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail ;

- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise ;
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire ;
- Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire ;
- Un extrait du registre du commerce et des sociétés originales datant de moins de trois mois faisant apparaître la fusion - absorption de la société Titulaire ;
- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.

La cession du marché public acceptée par le RPA fera l'objet d'un avenant conclu entre le RPA, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau Titulaire.

#### **4.2. Marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires**

Le marché public pourra faire l'objet d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires en application et dans les conditions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique

#### **4.3. Décision de poursuivre**

Dans le cas particulier où le montant des Services exécutés atteint le montant maximum de l'accord-cadre, la poursuite de l'exécution des Services au-delà du montant maximum indiqué est subordonnée à la décision de poursuivre prise unilatéralement par le RPA.

La décision de poursuivre est notifiée au(x) Titulaire(s) qui ne peut(peuvent) s'opposer à sa mise en œuvre.

### **5. DÉFAILLANCE DU TITULAIRE**

La défaillance du Titulaire peut être constatée en cas :

- de situation de conflit d'intérêt empêchant le Titulaire d'exécuter les Services ;
- d'empêchement par le Titulaire de réaliser les Services pour des raisons qui lui sont extérieures ;
- d'incapacité manifeste du Titulaire, de son fait ou non, à réaliser les Services de manière ponctuelle ou prolongée.

Dans les deux dernières hypothèses, l'ANTS se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du Titulaire, aux frais et risques du Titulaire, sans qu'une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

Préalablement à la mise en œuvre de cette clause, l'ANTS en informe le Titulaire par tout moyen afin de lui permettre d'émettre des observations. Si dans un délai de cinq jours ouvrés, le Titulaire n'a pas émis d'observations, la situation de défaillance est avérée et l'ANTS peut mettre en œuvre la présente clause.

Dans le cadre du présent accord-cadre, la situation de défaillance permet à l'ANTS de recourir au titulaire des rangs inférieurs (2 et 3).

### **6. UTILISATION DES RESULTATS PAR L'ANTS**

Sauf dérogation dans les pièces particulières de l'accord-cadre, les définitions et droits de propriété intellectuelle visés par le présent article sont ceux définis aux articles 32 à 35 du CCAG PI.

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les droits de propriété intellectuelle liés aux Résultats sont concédés à titre non-exclusif à L'ANTS. Les prix liés à la concession non-exclusive des droits de propriété intellectuelle liés aux Résultats sont inclus dans le prix des Services.

En cas de mention expresse dans le bon de commande notifié au Titulaire, le Titulaire cède les droits de propriété intellectuelle liés aux Résultats des Services à L'ANTS. Le bon de commande précise si la cession est à titre exclusif ou non-exclusif. Les prix de cession figurent dans le devis remis par le Titulaire en réponse au besoin exprimé par L'ANTS dans le bon de commande.

## 7. OPERATION DE VERIFICATION ET ADMISSION DES SERVICES

Sous réserve des stipulations du présent CCAP, les opérations de vérification et d'admission des Services s'effectuent conformément aux dispositions des articles 28 à 31 du CCAG PI.

## 8. SOUS TRAITANCE

En application des articles L.2193-4, R.2193-3 et R.2193-4 du code de la commande publique, il est rappelé que tout sous-traitant doit, préalablement à son intervention au titre du marché public, être déclaré à L'ANTS afin d'être accepté et que ses conditions de paiement soient éventuellement agréées.

Dans ce cas, le Titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant à l'image des éléments demandés au Titulaire lors de la passation du marché public.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Si le montant des prestations sous-traitées dépasse 600 € TTC, un RIB original du sous-traitant doit également être fourni avec la déclaration.

## 9. PENALITES

En cas d'application de la présente clause, le Titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues au présent article, sans préjudice du non-paiement, pour absence de service fait, des Services non effectués.

Les pénalités éventuelles dont le Titulaire peut être redevable sont déduites du montant du marché public révisé ou actualisé TTC ou des factures correspondantes aux bons de commande.

En cas de résiliation du marché public, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

### 9.1. Pénalités de retard

Les pénalités sont calculées par rapport aux engagements pris par le Titulaire à compter du premier jour calendaire de retard et pour chaque bon de commande.

Les manquements du Titulaire à ses obligations sont établis par constat direct de chaque RPA.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI en cas de retard au regard des engagements pris à exécuter les prestations, la pénalité suivante sera applicable :

$$P = (V \times R) / 500$$

dans laquelle :

P = montant de la pénalité ;

V = montant HT du prix des Services exécutés en retard sur lequel est calculée la pénalité ;

R = nombre de jours calendaires de retard par rapport à la date d'exécution prévue dans le marché public ou inscrite dans le bon de commande.

### **9.2. Pénalités pour mauvaise exécution**

En cas de manquement répété du Titulaire à son obligation en application de l'article 3.1 du présent CCAP, le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 euros par manquement répété constaté (à partir du quatrième manquement constaté).

L'absence de remise d'un devis par le Titulaire en application de l'article 3.1 (étape 4) après expiration d'un délai de 5 jours ouvrés constitue un manquement au titre du présent article.

Le manquement répété est constitué à partir du troisième manquement constaté.

### **9.3. Pénalités pour non-respect du niveau d'expérience d'un profil mentionné dans l'offre du Titulaire**

En cas de non-respect par le Titulaire de son obligation de proposer des profils répondant aux exigences formulées par l'ANTS et mentionnés dans son offre, le Titulaire encourt les pénalités forfaitaires suivantes :

- 500 € HT pour chaque prestation d'audit planifiée ;
- 250 € HT pour chaque prestation d'audit non planifiée.

La pénalité est applicable à compter du premier jour d'absence du profil exigé jusqu'au jour où le profil est à nouveau proposé par le Titulaire et exécute les Services.

### **9.4. Pénalités pour non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé**

Le Titulaire est tenu de s'acquitter des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatif à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariés de l'entreprise. Le Titulaire encourt une pénalité égale 10% du montant des bons de commande notifiés dans le cadre du présent accord-cadre sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail, que le RPA pourra appliquer dans les conditions suivantes.

Si le RPA est informé par un agent de contrôle de l'inspection du travail de la situation irrégulière du Titulaire, il l'enjoindra de la faire cesser par lettre recommandée avec accusé de réception. Si dans un délai de quinze jours après cette mise en demeure, le Titulaire n'apporte pas la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle, le RPA en informe l'agent auteur du signalement et peut appliquer la pénalité prévue à l'alinéa précédent.

S'il n'applique pas la pénalité, le RPA peut résilier le marché public, sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire.

## **10. MODALITES D'EXECUTION FINANCIERE DU MARCHE PUBLIC**

### **10.1. Contenu du prix**

Les prix du marché public sont les prix, exprimés en euros HT et TTC, mentionnés dans l'annexe financière.

Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les Services.

Les prix sont exprimés en euros hors taxe et tous frais compris. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur le jour de la livraison.

En particulier, les prix intègrent les déplacements dans les conditions prévues aux articles 3.9 du CCTP « Modalités de commande des prestations ».

## **10.2. Forme et évolution des prix**

Les prix du marché public sont des prix révisibles annuellement à la date anniversaire du marché public en application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times (ISI / ISI_0)$$

Dans laquelle :

P = prix révisé ;

P<sub>0</sub> = prix initial de l'acte d'engagement ;

ISI = Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 62.02 – Services de conseil en informatique – Base 2021 (identifiant 010766573).;

Les valeurs "o" des indices sont celles en vigueur à la date dite « d'établissement des prix » soit le mois de janvier 2025.

Les calculs de chaque révision de prix seront effectués avec au maximum deux décimales.  
Les indices peuvent être obtenus sur le site Internet du Moniteur ou de l'INSEE.

## **10.3. Clause butoir**

Chacune des révisions des prix ne peut être supérieure à 4% (à la hausse ou à la baisse).

## **10.4. Avance**

Sauf refus express du Titulaire mentionné dans son acte d'engagement, une avance lui est versée dans les conditions définies aux articles R.2191-3 à R.2191-10 et aux articles R.2191-15 à R.2191-18 du code de la commande publique. Les conditions de paiement de l'avance sont celles applicables aux accords-cadres à bons de commande ne comportant pas de montant minimum.

Le taux de l'avance est de 5%. Pour les PME il est porté à 10%.

Le remboursement de l'avance s'opère par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire en exécution du marché public conformément aux articles R.2191-11, R.2191-12, R.2191-14 et R.2191-19 du code de la commande publique.

## **10.5. Modalité de facturation et de règlement**

### **10.5.1. Facturation**

Après exécution de chaque bon de commande, le Titulaire transmet au RPA un exemplaire d'une facture indiquant, outre les mentions légales, les sommes auxquelles il prétend du fait de cette exécution et tous les éléments de détermination de ces sommes.

Les factures comprennent notamment :

- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro du marché public ;
- le numéro du bon de commande ;
- la quantité et la désignation des Services exécutés ;
- le montant hors TVA des Services ;
- le taux et le montant de la TVA en vigueur ;
- le montant total TTC ;
- la date de facturation ;
- le cas échéant, le numéro de TVA intracommunautaire.

### **10.5.2. Dématérialisation des factures**

L'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique instaure une obligation de dématérialisation des factures reçues et émises par l'ensemble de la sphère publique.

Les Titulaires, ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct, de contrats conclus par l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, transmettent leurs factures sous forme électronique en utilisant une solution mutualisée, mise à disposition par l'Etat.

Cette solution s'intitule CHORUS PRO. Elle permettra le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et sera mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

Si le Titulaire souhaite transmettre ses factures via CHORUS PRO avant l'échéance fixée par l'obligation, il en a la possibilité.

Les factures, ainsi que tout document jugé utile par le Titulaire ou demandé par le pouvoir adjudicateur, seront adressées à chaque établissement de l'ANTS par l'utilisation du numéro de SIRET qui lui est associé.

En vue de faciliter et accélérer le traitement des factures, l'ANTS a choisi de rendre obligatoire dans CHORUS PRO le remplissage, par le fournisseur, de la zone « Engagement ». Le numéro de commande et le numéro de marché public, s'il existe, seront à renseigner dans ce champ.

En retour, un suivi du traitement des factures sera transmis au fournisseur via CHORUS PRO, l'informant notamment des statuts suivants :

- facture rejetée, en cas de refus par l'ANTS de la facture émise ;
- facture suspendue, en cas de demande de précisions complémentaires nécessaires pour permettre la mise en paiement. Ce statut est réputé donner date certaine à la décision de suspension du délai de paiement par le pouvoir adjudicateur.

#### 10.5.3. Délai de paiement

Le paiement des factures intervient dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la facture. La date de réception des factures est constatée par l'ANTS.

Si la réception de la facture est antérieure à l'acceptation des Services, le point de départ du délai de paiement correspondant à la date d'admission des Services, constatée par l'ANTS.

L'ANTS se libère des sommes dues par virement administratif sur le compte du Titulaire.

#### 10.5.4. Suspension du délai global de paiement

En cas de présentation d'une facture non conforme, ce délai peut être suspendu une fois.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au Titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'ANTS, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, court un nouveau délai de 30 jours.

#### 10.5.5. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné donne droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant forfaitaire de 40 euros et fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente avant le premier jour calendaire du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.



Le Titulaire ne peut, en aucun cas, se prévaloir d'un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l'exécution des prestations qui lui incombent en application du présent marché public.

#### **10.5.6. Nantissement et cession de créance**

Le nantissement et la cession de créance s'effectuent conformément aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

Par dérogation aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG PI, seuls seront notifiés au Titulaire les documents suivants :

- la copie de l'acte d'engagement ;
- la copie de l'annexe financière à l'acte d'engagement.

L'ANTS délivre uniquement l'exemplaire unique / le certificat de cessibilité en vue de la cession de créance sur demande écrite du Titulaire.

#### **10.5.7. Renseignement d'ordre comptable**

Le comptable public assignataire des paiements est l'Agent Comptable de l'ANTS désigné dans l'acte d'engagement.

La personne habilitée à donner les renseignements mentionnés à l'article R.2191-54 du code de la commande publique est le RPA.

### **11. SUIVI D'EXECUTION DU MARCHÉ**

#### **11.1. Réunion**

Le Titulaire met en place un comité de suivi comme décrit à l'article 3.6 du CCTP et des réunions de pilotage pour chaque prestation comme décrit à l'article 3.5 du CCTP.

#### **11.2. Relations entre les parties**

Le Titulaire désigne dans son effectif un représentant unique chargé des relations avec le RPA. Il désigne également nommément les membres de son personnel responsable du déploiement et de l'exécution des Services.

Le représentant du Titulaire est tenu informé de toute demande formulée par le RPA directement auprès des personnels précités.

Le RPA désigne un interlocuteur chargé des aspects techniques et un interlocuteur chargé des aspects administratifs et contractuels.

#### **11.3. Confidentialité**

Les supports informatiques et documents fournis par l'ANTS au Titulaire restent la propriété de l'ANTS.

Tant pendant la durée du marché public qu'après son expiration, toutes les informations et/ou tous les documents de toute nature (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.) et les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché public.

Au terme du présent marché public, le Titulaire s'engage, après s'être assuré des modalités relatives à la réversibilité, à détruire l'ensemble des documents/informations mis à disposition par l'ANTS.

Une fois détruits, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Conformément aux dispositions du RGPD et de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

### 11.3.1. Obligations du Titulaire

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et/ou supports d'informations qui lui seraient confiés, à l'exception des copies nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché public, et à la condition que l'ANTS ait donné son accord préalable ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché public ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché public ;
- prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché public ;
- au terme du marché public, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel auquel le Titulaire a accès dans le cadre du présent marché public ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à accéder aux données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

L'ANTS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En outre, le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter l'exécution des prestations à une autre personne privée ou publique, physique ou morale, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de l'ANTS.

### 11.3.2. Mesures en cas de non-respect des obligations

En cas de non-respect des clauses de l'article 11.3.1, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du code pénal.

L'ANTS pourra prononcer la résiliation immédiate du marché public, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

## 12. RESPONSABILITE - ASSURANCE

Le Titulaire a la responsabilité de la bonne exécution des Services objets du marché public.

Le Titulaire, et les sous-traitants désignés dans le marché public, devront justifier au moment de la notification du marché public, puis en cours d'exécution, au moyen d'une attestation portant mention du nom de la compagnie, de l'étendue de la garantie, de la date d'expiration des garanties prévues au contrat, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'ils encourent vis-à-vis des tiers et de l'ANTS en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché public.

L'attestation devra être remise dans le délai de 15 jours après demande de l'ANTS au Titulaire.

## 13. RESILIATION DU MARCHE PUBLIC

### 13.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Le RPA peut mettre fin à tout moment à l'exécution du marché public, pour motif d'intérêt général, par décision unilatérale notifiée par écrit au Titulaire.



L'accord-cadre étant conclu sans montant minimum, la résiliation pour motif d'intérêt général ne donne pas lieu à indemnisation du Titulaire du fait de la résiliation par dérogation à l'article 40 du CCAG- PI.

### **13.2. Résiliation aux torts du titulaire**

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, l'ANTS peut procéder à la résiliation du marché public en application de l'article 39 du CCAG PI, pour mauvaise exécution du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

L'ANTS peut résilier le marché public à la condition d'avoir préalablement notifié par écrit la mise en demeure demandant au Titulaire de remédier aux défaillances dans les délais indiqués. La mise en demeure doit être restée infructueuse.

La résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification.

### **13.3. Exécution aux frais et risques**

En application de l'article 27 du CCAG PI, l'ANTS peut faire procéder à l'exécution aux frais et risque du Titulaire en cas d'inexécution par ce dernier d'un Service qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard.

Les cas de résiliation qui peuvent donner lieu à cette mesure sont ceux mentionnés ci-dessus.

## **14. LITIGES**

Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable, et faute de l'obtenir de s'en remettre aux juridictions administratives compétentes. Elles élisent pour ce faire domicile en leurs sièges sociaux respectifs.

## **15. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE**

Le Titulaire remet tous les six mois jusqu'à la fin du présent marché public les pièces mentionnées aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Il s'agit, lorsque le Titulaire est établi en France, en vertu de l'article D 8222-5 susmentionné :

- d'une attestation de vigilance délivrée en ligne sur le site de l'URSSAF ;
- d'une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) ;
- d'un justificatif d'immatriculation datant de moins de 3 mois.

En cas de Titulaire établi dans un autre Etat, il s'agit des documents réclamés aux articles D 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail.